

Les juges comptent sur Taubira pour interdire au peuple de les critiquer

Maman bobo ! Maman, y sont pas beaux, y sont méchants les gens... y z'en veulent à ces bons juges.

La caste magistrature ne décolère pas. Elle trépigne. Elle menace. Elle montre le poing, un petit poing, mais un poing quand même, frénétiquement fermé, qui peut vous vider les poches et tarir vos ressources par voie de délibération.

Ça ne se passera pas comme cela !

Se moquer d'un juge, si gentil ; le critiquer, en plus ; dire qu'il abuse de son pouvoir ou qu'il l'exerce avec mépris vis-à-vis du justiciable... Madame Taubira, intervenez. Surtout que, depuis l'incartade de l'ancien Président, le brave et gentil juge a reçu des menaces, de mort. Parenthèses : ces menaces seraient les mêmes, dans la forme et dans le fond, que celles reçues quelques jours plus tôt, - avant la mise en examen de Nicolas Sarkozy-, par le jospiniste Schramek recasé président du CSA, par l'ancien partenaire journalistique de Georges Marchais et par le journaliste Michaël Darmon, qui seraient «de la gauche bobo, et une 5^{ème} colonne stalinienne»...

Ce matin, le Figaro publie des extraits de la lettre reçue par le journaliste Elkabbach, avant que le gentil juge ne reçoive un courrier semblable ou proche.

J'ai lu et relu la courte missive. Pour y trouver l'antisémitisme bien caractérisé, qu'y voit Michaël Darmon, il a certainement fallu que ce dernier -qui se livre à une analyse caractérisant politiquement ces missives – lise entre les lignes ou que les services de renseignement lui aient révélé des passages... écrits à l'encre sympathique.

Madame Taubira qu'attendez-vous ?

Profitez de l'aubaine qui vous est donnée pour remettre à leur place les descendants ethniques et/ou spirituels de ces indisciplinés de Gaulois. Qu'attendez-vous ?

N'est-ce pas vous qui vouliez utiliser la revendication-caprice parental d'une poignée de couples homosexuels, pour faire basculer la société française ?

N'est-ce pas vous qui, vous souvenant vaguement de l'ouvrage d'Engels (« l'origine de la famille de la propriété privée et de l'Etat »), vouliez utiliser la destruction de la famille monogamique homme-femme, pour désagréger les fondements permanents d'une nation française que vous détestez ?

Madame Taubira faites quelques chose !

Forcez la main à l'inconsistant président, qui regrette déjà son audace malienne et s'apprête en avril à rendre les zones nord du Mali à l'hégémonie djihadiste, après nous avoir raconté la fable pour enfants de trois ans que le méchant ogre salafo-djihadiste a été éliminé et que nos pioupioups peuvent rentrer en toute conscience au pays, fiers du devoir et des exploits accomplis.

Ouvrons une parenthèse : Madame Taubira, on sait que vous détestez la France, en votre légitime qualité d'ennemi de l'opresseur colonialiste-départementaliste.

Vous avez réduit le Parti socialiste guyanais de Justin Catayé à l'ombre de lui-même, jusqu'à l'amener au tombeau, confondant cause nationale et cause personnelle ; mais pour autant, vous ne vous êtes pas ralliée à la nation qui produisit face et contre le « Club Massiac », les sociétés abolitionnistes ; sociétés qui n'attendaient pas que se produisissent des soulèvements d'esclaves pour dénoncer et combattre ce système odieux d'exploitation, pour réclamer que les possessions françaises devinssent comme le territoire de la France

historique : dès qu'un esclave y posait le pied, il cessait ipso-facto d'être esclave et d'appartenir à un autre être humain. On ne pouvait être en France et rester esclave, et ceci bien avant la grande révolution.

C'est évidemment l'effet d'une culture séculaire enracinée, différente de celle des habitants de Salée, Tunis ou Alger. C'est ainsi, que Salée était toujours un prospère marché négrier, quand la France s'est emparée du Maroc pour en faire un Protectorat. Ensuite, l'esclavage y a été interdit, comme à Alger, dès que l'armée française y a pris pied en 1830.

Madame Taubira, vous une ministre, vous le législateur de la loi dénonçant l'esclavage comme crime contre l'humanité, vous ne le saviez pas ? Oh, vous ne le saviez pas ? Vous une femme si cultivée ? Difficile à croire.

Revenons à notre sujet du jour, les méchantes attaques contre un gentil juge : Alors, allez-y Madame Taubira, claquez-leur le bec à ces impertinents, qui osent nous critiquer ou rire de nous, nous les juges, nous qui sommes le seul pouvoir indépendant... du suffrage universel.

Dégainez ! Déclenchez les foudres de la loi !

Dîtes, écrivez, qu'en « **Etat de droit** » on a le droit de tout critiquer, même les pouvoirs, sauf un, celui des juges.

Dîtes, que si le vulgum pecus se croit autorisé à se comporter comme un élément de contre-pouvoir face au pouvoir des juges, on va le rappeler à la raison, au moyen de lourds arguments sonnants et trébuchants qui sont beaucoup plus irrésistibles que la menace des barreaux.

Madame Taubira, montrez-lui : faites-lui voir au « pékin », que Sieyès c'est fini, que 1789-1792 c'est terminé, que c'est Ob-so-lète le temps fondé sur le principe que « **le Roi n'est rien, le Tiers-Etat** (c'est-à-dire le Peuple) **est tout** ». Dîtes-lui nettement, sans ambiguïté, au vulgaire, que Tiers-

Etat n'est plus rien et que les juges sont tout ! Ah mais !

Madame Taubira, vous n'avez qu'une circulaire à signer, pour lui signifier, au commun, qu'il a intérêt à se tenir à carreau, qu'il peut tout dire et tout critiquer, sauf les juges, dont chaque personne incarne le Grand normalisateur du 21^{ème} siècle.

Alon Gilad